

Les paradoxes de l'Extrême-Orient russe : façade maritime dépressive cherche nouveaux moteurs de croissance

Jean Radvanyi

► **To cite this version:**

Jean Radvanyi. Les paradoxes de l'Extrême-Orient russe : façade maritime dépressive cherche nouveaux moteurs de croissance . Regards de l'Observatoire franco-russe, Le Cherche-Midi, 2015. hal-01436114

HAL Id: hal-01436114

<https://hal-inalco.archives-ouvertes.fr/hal-01436114>

Submitted on 16 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les paradoxes de l'Extrême-Orient russe : façade maritime dépressive cherche nouveaux moteurs de croissance

Jean Radvanyi

La situation économique et démographique de l'Extrême-Orient russe fait partie de ces paradoxes dont la Russie a le secret : dans une zone Pacifique devenue le cœur de la nouvelle croissance mondiale, les régions russes présentent un bilan préoccupant. La population ne cesse d'y décroître depuis le début des années 1990 et nombre d'indicateurs affichent des niveaux inférieurs à la moyenne russe. Or la région a été déclarée priorité nationale par les autorités fédérales. 2012 a vu l'organisation du sommet de la *Coopération économique pour l'Asie-Pacifique* (APEC, dont la Russie fait partie depuis 1998) à Vladivostok, manifestation présentée comme un tournant dans l'approche russe de sa façade sur l'Asie-Pacifique et la création d'un nouveau Ministère du développement économique et social de l'Extrême-Orient. Ces mesures et les programmes d'investissement annoncés suffiront-ils à relancer une dynamique cassée à la fin des années 1980 ? Beaucoup sur place l'espèrent. Mais nombre de spécialistes continuent de douter.

Une anomalie au cœur d'un espace en expansion.

Peuplement : les effets de la « dérive occidentale »

Depuis plus de dix ans, tous les analystes observent avec inquiétude l'évolution du peuplement des régions orientales de Russie, objet pendant des siècles d'une politique systématique de colonisation. Le tassement de la population, sensible dans tout le pays entre 1990 et 2012, a vu de nombreuses régions et villes perdre des habitants. Mais en Extrême-Orient¹, l'ampleur de ce phénomène est telle qu'on parle localement d'un processus de désertification. Cet ensemble, qui couvre 36 % de la surface du pays, a perdu 22% de sa population depuis 1990. Mais la Tchoukotka en a perdu près de 70 % ; l'oblast de Magadan plus de 60 % ; le Kamtchatka près de 40 %... Les actifs, les jeunes, surtout les Russes, quittent massivement ces régions pour retourner dans la partie européenne du pays, ce qu'un démographe russe a qualifié de « *dérive occidentale* »². Des villes, des districts entiers sont exsangues et l'on retrouve ce phénomène jusque dans le kraï du Primorie au sud, pourtant la région la plus favorisée de l'Extrême-Orient russe, avec Vladivostok pour capitale, qui perd elle-même 5 % de sa population (tableaux 1 et 2).

Les facteurs de ce recul sont connus. Dans un premier temps, c'est la fin des avantages (sursalaires, primes « grand Nord » et autres) qui avaient permis d'attirer de nombreux jeunes vers ces fronts pionniers, une fois les mesures coercitives (camps tsaristes puis GOULAG) abandonnées. A quelques exceptions près, ces avantages ont été réduits après la chute de l'URSS alors que tous les prix (transport, énergie, alimentation) s'envolaient, plaçant les habitants dans une situation difficile. Ce mouvement d'exode est aujourd'hui réduit, la plupart

¹ Sauf mention contraire, nous utiliserons ce terme pour désigner les neuf « sujets » de la Fédération qui constituent l'Okroug fédéral d'Extrême-Orient, voir tableau 1. Ajoutons que bien des publications parlent de Sibérie pour analyser les enjeux de toute la partie asiatique du pays.

² Nikita Mkrtchian : la « dérive occidentale » des migrations en Russie, *Otetchestvennye zapiski*, 2004 n°4 (Никита Мкртчян : «Западный дрейф» внутрироссийской миграции)

des candidats au départ étant déjà parti mais est relayé désormais par un autre facteur. Privée d'une partie de ses jeunes, la population a sensiblement vieilli et à l'exception de la Yakoutie, ses indicateurs démographiques, longtemps élevés, sont désormais proches (Amour, Khabarovsk) ou inférieurs (Sakhaline, Primorie) à la moyenne nationale elle-même très faible (croissance naturelle +0,17 pour 1000 en 2013).

Tableau 1 La population des régions de l'Extrême-Orient russe (1000)

Régions	1959	1989	2000	2015	2015/1989 (%)
Total Extrême-Orient	4834	7950	6913	6211	78,1
Rép. Sakha-Yakoutie	487	1094	963	956	87,3
Kraï du Kamtchatka	249	512	372	317	61,9
Kraï du Primorie	1381	2256	2141	1933	85,6
Kraï de Khabarovsk	979	1598	1474	1338	83,7
Oblast' de l'Amour	718	1050	936	810	77,1
Oblast' de Magadan	189	392	202	148	37,7
Oblast' de Sakhaline	649	710	569	488	68,7
Région autonome juive	163	214	195	168	78,5
Ok. autonome de Tchoukotka	47	164	61	51	31,1

Pour 2015, estimations au 1^{er} janvier. Sources : Comité statistique de Russie (Госкомстат РФ, демографический ежегодник)

Tableau 2 Les capitales régionales de l'Extrême Orient

	1897	1939	1959	1989	2014	2014/1989 %
Vladivostok	29	206	290	634	603	95,1
Khabarovsk	15	207	323	601	601	100
Yakoutska	6	53	74	186	294	158
Komsomolsk sur Amour		71	177	315	255	80,9
Blagovetchtchensk	32	57	94	205	220	107,3

Ioujno-Sakhalinsk		28	85	159	193	121,4
Petropavlosvk-Kamtchatskii		35	85	268	183	68,3
Magadan		27	62	151	94	62,2
Birobidjan		29	40	83	75	90,3

Source : ibid. tab. 1. Certaines augmentations sont liées à l'extension du territoire des villes.

C'est là vraiment une situation paradoxale si l'on tient compte que la région Pacifique est la plus dynamique au monde et que, partout ailleurs, cette façade voit sa population croître, parfois fortement. Cette tendance inquiète d'autant plus que le district fédéral extrême-oriental, avec une densité moyenne d'1,1 habitant au km² (8 hab./km² au sud), est voisin de la Chine du nord où les densités sont souvent supérieures à 100 hab./km². De quoi renforcer les vieilles peurs ancestrales qui font du « péril jaune », l'invasion chinoise, une des plus anciennes causes d'inquiétudes russes. On assiste effectivement à des modifications de la composition ethnique dans la région. Le départ massif des populations russes du Grand Nord implique mécaniquement la croissance de la part des autochtones, comme par exemple en Tchoukotka, où les Tchouktches sont passés de 7 à 25 % du total entre 1989 et 2010, même si leur nombre (12 000) est identique à celui de 1939 ! Ce changement a cependant des effets économiques négatifs car ils restent attachés à leurs activités traditionnelles (élevage, chasse) et les nouveaux secteurs en développement peinent à trouver la main d'œuvre nécessaire.

Au sud, les facilités d'obtention des visas pour les transfrontaliers ont entraîné un afflux de Chinois ou Coréens mais qui reste très en deçà des craintes exprimées dans la presse. Pour ce qui est du Primorie, si les chiffres du recensement de 2010 (moins de 3000 Chinois) semblent sous-évalués (le service des migrations parlait lui de plus de 11 000 Chinois et les experts locaux de 40-50 000), on est loin des craintes d'invasion faisant état de millions d'immigrants. Leur présence est devenue réelle et largement acceptée dans le commerce, l'agriculture et le bâtiment mais on n'observe toujours pas de « China town » dans aucune ville de la région. En réalité, un débat difficile est désormais ouvert sur les conditions d'une relance de l'économie régionale en fonction de la contrainte démographique. Pour N. Mkrtchian comme pour d'autres démographes, cette relance serait « impossible sans la participation d'immigrants des pays voisins et sans une large coopération avec les pays de l'APEC ». Il ajoutait en 2004 « Aucune politique de limitation des migrations ne sera efficace (...) et il faut se préparer à l'accueil et à la cohabitation pacifique avec des contingents importants d'immigrants d'autres cultures ». Or il est clair qu'une grande partie de la population et des élites locales et fédérales ne partagent pas ce point de vue. L'Extrême-Orient russe demeure une exception dans toute la région Pacifique nord où les populations asiatiques jouent un rôle croissant, y compris en Colombie britannique (Canada). Les villes russes de la région demeurent des villes « européennes » tant par leur population que par leur architecture et leur culture. Et la question démographique demeurera longtemps un frein au développement régional.

Des faiblesses structurelles.

Ce recul démographique tient en grande partie aux faiblesses structurelles accumulées. Alors qu'en dépit des crises économiques mondiales, les pays de la ceinture Pacifique affichent pour la plupart une croissance enviable, la façade Pacifique russe fait pâle figure (tableau 3). On constate que la moyenne régionale, en tenant compte de grandes inégalités en son sein, est toujours bien inférieure à la région capitale et souvent en retard sur la moyenne russe alors que les conditions de vie, en tenant compte de l'éloignement et des distances, de la rudesse des conditions climatiques, impliqueraient au contraire des avantages spécifiques.

Tableau 3 Une comparaison des indicateurs Moscou/Russie/ Extrême-Orient russe en 2013

	Moscou	Moyenne russe	Extrême-Orient
Produit régional par habitant (roubles)	887 545	348 599	431 453
Salaire mensuel moyen (roubles)	55 485	29 792	37 579
Niveau moyen des retraites (roubles)	10 851	10 030	11 830
Prix moyen d'un logement neuf (roubles/m ²)	151 517	50 208	58 950
Coût moyen du « panier » de référence de biens et services (roubles)	15 417	10 737	14 022
Volume de commerce de détail par hab. (roubles)	333 529	165 051	147 891
Niveau de chômage (% de la population active)	1,7	5,4	6,5
Nombre de médecins pour 10 000 habitants 2011	77,9	51,2	58,1

Source : Goskomstat, Regiony Rossii 2014

Un autre élément clef pour comprendre les difficultés de cette région est la situation dans les transports, infrastructure cruciale pour une région éloignée de 6000 km du centre fédéral et qui joue le rôle d'interface majeur avec toute la zone Pacifique. Or l'évolution dans ce domaine est des plus contrastées. Le volume total de fret transporté par chemin de fer et camions a chuté dans l'ensemble du pays de 60 % entre 1990 et 2013. Mais la chute est encore plus sévère pour l'Extrême-Orient où le recul atteint 86 % ! Comme si cette région stratégique s'éloignait du reste du pays. La situation est différente pour le transport maritime où le volume transporté par les ports russes du Pacifique est passé de quelques 32 millions de t. en 1990 à près de 145 en 2013. C'est la traduction de l'essor des exportations d'hydrocarbures qui a boosté l'ensemble des ports du pays. Mais ce succès ne doit pas faire illusion. Le total du trafic portuaire de toute la façade russe ne représente pas même la moitié du fret d'un des grands ports des pays voisins (voir tableau 4). Que ce soit en volume brut transporté ou dans le domaine décisif des conteneurs, une des cibles des projets de transport multimodaux Pacifique-Europe par le transsibérien et le BAM, les ports russes accusent un retard préoccupant. De fait, c'est l'ensemble des infrastructures de transport qui doit être modernisé, complété, leur faiblesse ayant un impact direct sur tous les projets de développement.

Tableau 4 Les grands ports russes du Pacifique et leurs voisins en 2013

Ports	Trafic (millions de tonnes)	Conteneurs traités (milliers de TEU, équivalents 20 pieds)
Vostotchnyi (Russie)	48,3	290
Vanino (Russie)	23,8	7
Nakhodka	18,4	?
Prigorodnoe (Russie, Sakhaline)	16,3	-
Vladivostok (Russie)	14,5	456
Ningbo/ Zhoushan (Chine)	810	17 350
Tianjin (Chine)	501	13 000
Busan (Corée du Sud)	271	17 700
Nagoya (Japon)	202	2 708
Chiba (Japon)	152	4 410

Source : « Россия портовая » (La Russie des ports) Kommersant Vlast 2014, n°44 ; Port de Rotterdam.

Des questions et des revendications

Les difficultés rencontrées dans la région depuis les années 1980 ont relancé toute une série de polémiques quant à la conception de son développement. Celui-ci a toujours été conçu, dirigé, depuis la capitale – Saint-Petersbourg puis Moscou – et au bénéfice du budget national. Dès le 19^e siècle, des régionalistes comme N. Yadrintsev³ dénonçaient un modèle de développement « colonial », critiquant le fait que le centre puisait largement dans les richesses de la région sans lui restituer de quoi assurer une croissance équilibrée. Ce thème retrouve aujourd’hui sa place dans les débats régionaux alors que le renforcement des prérogatives du centre dans le cadre de la « verticale du pouvoir » réduit considérablement l’autonomie décisionnelle et budgétaire des régions.

Or, quelle que soit la bonne volonté des autorités fédérales, le développement intégré des régions n’est possible que dans la mesure où les pouvoirs régionaux sont eux-mêmes intéressés, sous le contrôle de leur population, par cette intégration. On rejoint là un second aspect capital de cette stratégie « coloniale » : la méfiance entretenue pratiquement sans discontinuer envers les pouvoirs régionaux, dont le centre a toujours craint les velléités d’autonomie depuis l’expérience pourtant fort courte de la République d’Extrême-Orient (1920-1922). À l’époque soviétique, la planification centralisée réduisait au minimum l’autonomie des régions. Cette absence d’incitation à prendre en compte les besoins réels des populations locales se doublait de la quasi-fermeture des frontières dans une zone stratégique, face à des voisins considérés comme autant de pays hostiles. Cette attitude n’a pas vraiment changé. En dépit de nombreux discours favorables à l’ouverture et de quelques préliminaires décisifs – comme le règlement définitif des différents frontaliers avec la Chine –, la politique fédérale demeure timide : alors qu’elles contribuent comme jamais au budget fédéral, les régions orientales continuent de ne recevoir qu’une portion congrue des retombées financières de leurs activités. Si les discours encourageant le commerce vers les voisins du Pacifique se multiplient, les autorités fédérales n’ont cessé de multiplier les tracasseries bureaucratiques encadrant ce commerce, limitant les droits des « navetteurs » – les petits commerçants locaux qui passent la frontière –, élargissant la « zone frontalière » où tout investissement est rendu difficile par l’obtention nécessaire d’autorisations monnayées au compte-goutte. Les effets de cette politique sont sans appel : alors que les Chinois ont, en quelques décennies, complètement transformé les villes frontalières du Heilongjiang, multipliant les centres commerciaux, les parcs de loisirs qui attirent toujours plus les Russes des régions voisines, nombre de villes russes stagnent dans un état de sous-développement chronique.

Dans le même temps, un des objets constants de polémique est l’ampleur de l’économie « grise » et de la corruption, un mal endémique en Russie mais qui atteint ici une ampleur particulière. Il suffit de

³ Nikolai Yadrintsev, *La Sibirie comme colonie*, St. Pétersbourg, 1889 (Николай Ядринцев, Сибирь как колония)

rappeler que deux des principaux dirigeants du kraï du Primorié, Evgueni Nazdratenko (gouverneur de 1993 à 2001) et Sergueï Darkin (de 2001 à 2012) furent publiquement accusés de corruption, libérés de leur fonction par le Président mais sans qu'aucune poursuite ne soit jamais entamée. Ces contradictions alimentent le renouveau de sentiments critiques, voire autonomistes. Le mot d'ordre « Cessons de nourrir Moscou » a souvent retenti dans les manifestations et si l'apparition d'un groupe comme les « partisans du Primorie »⁴ demeure absolument marginale, on a vu se multiplier les critiques contre l'impression d'abandon entraîné par la politique fédérale et contre la corruption de nombreux dirigeants locaux qui s'enrichissent au détriment de leur population. Les activistes de ces mouvements sont presque tous russes et précisent bien qu'ils sont hostiles à toute idée de séparatisme. Mais ils supportent de moins en moins la situation de dépendance dans laquelle ils se trouvent⁵.

La question des sources de financement et de leur gestion est cruciale. Le gouvernement actuel propose diverses mesures volontaristes administrées dans le cadre de ses programmes centralisés, alors que les responsables sibériens réclament, eux, des mesures économiques durables qui élargiraient l'autofinancement régional : fiscalité spécifique pour les entreprises innovantes ; réduction des tarifs de transport passagers et marchandises – comme l'avait fait le ministre Serge Witte en son temps – ; augmentation des ressources budgétaires des régions. V. Inozemtsev et Valery Zoubov insistent sur la nécessité d'introduire de vraies incitations aux investissements étrangers, ciblant surtout les industries de transformation, seules à même de créer une nouvelle dynamique et de fixer les cadres qualifiés⁶.

Les grands programmes d'Etat, une stratégie efficace ?

Conscients des retards accumulés dans le développement de cette région stratégique, les autorités russes ont multiplié les programmes d'intervention. Dans la période post-soviétique, le premier décret présidentiel sur « les mesures pour le développement et le soutien à l'économie de l'Extrême-Orient et de Transbaïkalie » date de septembre 1992. Il sera précisé, complété en 1996 puis transformé en « Programme de développement économique et social » en 2009. Ces programmes sont, dans le droit fil de la planification soviétique, de volumineux documents énumérant l'ensemble des travaux et investissements nécessaires dans tous les domaines. A l'époque soviétique, ils résultaient du travail de lobbying des régions et des ministères qui savaient qu'en faisant inscrire un projet dans ces plans, il trouverait certainement un début de réalisation même si cela devait prendre des années. Avec la fin du système soviétique et la privatisation de secteurs entiers, cette pratique change nécessairement de sens. Les nouveaux programmes définissent des priorités en s'appuyant sur des projets fédéraux d'investissements et en tentant de susciter l'intérêt de partenaires privés, entreprises russes ou étrangères, réalisant ainsi « l'effet de levier » qu'on trouve dans maints projets public-privé européens. Toutefois, l'analogie de ces documents avec la pratique soviétique, leur caractère « fourre-tout », et surtout la difficulté à instaurer de vrais responsables pour leur réalisation a toujours suscité doutes et polémiques sur leur efficacité.

Le secteur des transports, un des domaines prioritaires de ces programmes en est un bon exemple. Depuis quelques années, un réel effort a été entrepris dans toute la région pour

⁴ Il s'agit d'un groupe de jeunes Russes entrés en lutte armée contre la corruption de la milice de la région d'Oussouriisk en 2009. Arrêtés, ils seront jugés début 2014. « За проявленный бандитизм », (Jugés pour banditisme) Ogonek, Огонек 10/2/2014

⁵ Voir Olesia Guerasimenko, Как **колонией была**, так и останется « Colonie était, colonie restera », Kommersant vlast, 16/4/2012

⁶ Vladislav Inozemtsev et Valery Zubov, *The Siberian Challenge*, Moscou, Pen 2013 LE LIVRE EST PARU en ANGLAIS !

compléter le réseau routier⁷, moderniser les voies ferrées et densifier le réseau de tubes et de terminaux pétroliers (voir carte). Le projet de gazoduc « Force de Sibérie » a bien avancé mais sans éviter les batailles entre les grands acteurs concurrents que sont Gazprom, Rosneft, Transneft et le RJD, la compagnie des chemins de fer, qui ont chacun leurs schémas de développement et leurs priorités. L'organisation du sommet de l'APEC en 2012 a été aussi l'occasion de modifier fondamentalement la desserte de Vladivostok, une des capitales régionales avec la modernisation de l'aéroport, la construction de voies rapides desservant la ville. Mais là encore les polémiques ont été nombreuses sur la qualité des travaux réalisés à la hâte, la dispersion des investissements et le choix de certaines réalisations spectaculaires comme le pont vers l'île Rousskii alors que l'utilisation de cette île éloignée demeure incertaine. Au final, on parle toujours de gaspillage, de saupoudrage des crédits, et de corruption alors que les infrastructures demeurent un point noir pour toute la région.

C'est sans doute pour toutes ces raisons qu'un pas décisif a été accompli en mai 2012 avec la création du *Ministère du développement de l'Extrême-Orient* à qui est confié la coordination de tous les programmes et budgets fédéraux de la région et dont la première mission est de multiplier cet « effet de levier » auprès des investisseurs privés, en particulier étrangers. En 2014, un nouvel outil est ajouté à la panoplie dont dispose cette administration supra-régionale, les *Territoires à développement prioritaire* (en russe TOR). Ressemblant à s'y méprendre aux anciennes Zones économiques libres, les TOR bénéficient d'avantages proches : exemption d'impôt sur la terre et les bâtiments pendant cinq ans, impôts sur les bénéfices plafonnés à 5%, assurance à 7,5 % et régime spécial de TVA et de douanes⁸. Fait capital pour les investisseurs, les résidents sont censés bénéficier d'un système d'enregistrement allégé et d'une diminution drastique des contrôles administratifs, un des principaux canaux de la corruption.

Les projets du nouveau ministère pour la période 2015-2025 représentent un effort extrêmement ambitieux. Initialement, on projetait la sélection de 16 puis 14 TOR, répartis dans l'ensemble de la région, incluant 20 grands projets d'investissement. On prévoyait de créer 425 000 emplois impliquant la venue de 853 000 nouveaux migrants. L'ensemble de mesures inclus dans ce programme représentait quelques 79 milliards d'euros d'investissements au cours de début 2014... Alors que régions et grandes entreprises se battaient pour que leurs projets soient sélectionnés (le ministère en a reçu près de 400), les spécialistes appelaient à la prudence.

Sur un plan général, ils rappellent que pratiquement aucune des Zones économiques libres créées depuis le début des années 1990 n'ont répondu aux espoirs initiaux. Jamais les autorités fédérales n'ont réussi à en stabiliser les conditions de fonctionnement, revenant sur les engagements pris, ce que les opérateurs redoutent par-dessus tout. La plupart ont dé péri. Par ailleurs, beaucoup doutent qu'il soit facile de mobiliser dans ces délais un tel volume d'investissements et de main d'œuvre. La crise de 2014 a renforcé ces craintes. Après l'annonce de la signature de 14 mémorandums d'intention pour les Territoires et 18 projets d'investissements spéciaux avec des entreprises de Russie et de Chine, du Japon, de Singapour, de Corée et de Nouvelle Zélande, ce nombre était réduit à 5 TOR et 6 projets spéciaux pour la période 2015-17.

La liste préliminaire des projets retenus est représentative des objectifs prioritaires : un cluster de constructions navales à Bolchoï Kamen (sur la base du chantier naval militaire Zvezda) et un cluster de transformation du poisson ; un cluster scientifique dans l'île Rousskii (ces trois

⁷ On se souvient de l'opération symbolique de promotion par Vladimir Poutine de la route reliant la Transbaïkalie à l'Extrême orient en septembre 2010.

⁸ Les TOR ou TOSER (Territoires à développement socio-économique prioritaire / Территория опережающего социально-экономического развития) sont régis par une loi du 23/12/2014. Voir le dossier qui leur est consacré par Kommersant Vlast 2014 n° 43

projets étant personnellement soutenus par V. Poutine), un cluster d'aviation à Komsomolsk, un cluster de matériaux composites à Yakoutsk, un ensemble pétrochimique à Vostotchnyi etc. Les observateurs font remarquer que presque tous les TOR sélectionnés reposent sur un des grands acteurs fédéraux : Rosneft, Rosnano, Soukhoï, Gazprom et tout cela semble laisser peu de place aux entreprises locales et aux PME, dont les réserves de croissance n'ont jamais été réellement prises en compte dans ces grands projets fédéraux.

Les TOR et la nouvelle version du programme fédéral seront-ils plus efficaces que les tentatives précédentes ? Avant même que le pays ne traverse la crise des sanctions et la chute du rouble, nombre d'observateurs restaient prudents. On peut prendre l'exemple de la pêche, secteur traditionnel de l'Extrême-Orient et terrain d'un des programmes prioritaires. Depuis trois décennies, on assiste à une situation étonnante : dans ce secteur livré à la privatisation totale, les navires de pêche russes (une partie est passée sous pavillons de complaisance) n'apportent pratiquement plus de poisson dans les ports russes où la plupart des usines de transformation ont fermé. Le poisson est vendu à des opérateurs chinois ou coréens qui le transforment et revendent des produits élaborés à la Russie, conservant tout le bénéfice de cette opération. S. Lelioukhine explique pourquoi le redressement de ce secteur ne dépend pas seulement de la décision de créer de nouvelles infrastructures sur le territoire russe⁹. Cette situation tient au fait que, profitant des failles de la législation, les opérateurs russes sont intéressés à ce que cette anomalie perdure : près de la moitié des prises est vendue en off-shore en dehors de tout contrôle et une grande partie des bénéfices est détournée. Plus que le manque d'infrastructures, c'est bien cette économie « grise » dont profitent une partie des élites locales et fédérales, politiques et économiques, qui permet de comprendre cette situation. Le gouvernement et le nouveau ministère auront-ils la volonté de rompre ce mécanisme de corruption ? La dernière initiative de Youri Troutniev, le représentant plénipotentiaire du Président dans la région a laissé beaucoup d'observateur sans voix : il propose de donner à chaque habitant de l'Extrême-Orient un hectare de terres. La méthode fut utilisée au XIX^e siècle. Mais qu'en penser aujourd'hui alors que l'essentiel des habitants sont citadins ?¹⁰ On a l'impression qu'une partie des dirigeants continuent de chercher une baguette magique pour résoudre les défis auxquels la région est confrontée.

Dans son discours au sommet de l'APEC, le président V. Poutine a répété sa volonté d'engager davantage son pays vers ses partenaires asiatiques. Cela traduit d'abord son espoir que la Russie bénéficie ainsi d'un peu du dynamisme de la zone Pacifique. C'est aussi, comme cela a été le cas à propos de l'énergie, une façon de faire pression sur l'Union européenne (UE) : si les partenaires européens ne sont pas assez souples dans les négociations commerciales, Moscou peut se tourner vers d'autres partenaires. Ce tournant stratégique est à la fois réel, la Chine étant devenue, depuis 2011, le premier partenaire commercial de la Russie, et modeste, la part de l'Asie dans le commerce russe stagnant et l'UE y demeurant majoritaire. Les moyens mis en œuvre sont importants mais restent essentiellement de nature administrative. Il n'est pas sûr que cela soit suffisant pour éliminer les blocages politiques et économiques qui pèsent sur cette région. Et beaucoup craignent qu'à trop s'ouvrir vers le voisin chinois, l'Extrême-Orient ne se fige définitivement dans un rôle de simple fournisseur de matières premières de leur grand voisin, au détriment de tout espoir de diversification.

⁹ Сергей Лелюхин Рыбный кластер на Дальнем Востоке: проблемы и перспективы, Rusevik.ru 19/11/2014 <http://rusevik.ru/ekonomika/223695-rybnyy-klaster-na-dalnem-vostoke-problemy-i-perspektivy.html>

¹⁰ Каждому жителю Дальнего Востока хотят выделить по гектару земли. Izvestia, (On veut donner un ha de terres à chaque habitant de l'Extrême-Orient), Izvestia 19 января 2015